

ASIA-PACIFIC COUNTRIES STABILITY index

2015

Le Département Asie de l'IRIS publie la 3e édition de l'Asia-Pacific Countries Stability index (APCS-i), une grille de lecture transversale aux indicateurs simples pour un regard plus large et impartial sur cette région du monde chaque jour plus intégrée, plus essentielle à une mondialisation débridée.

Par Olivier GUILLARD

Directeur de recherches Asie et enseignant à l'Institut de Relations Internationales et Stratégiques (IRIS); chercheur au CERIAS (Université du Québec à Montréal), directeur de l'information chez Crisis 24, cabinet de conseil en gestion des risques et des crises.

Paris, le 1^{er} janvier 2015

INTRODUCTION

Début 2013, alors que la Corée du nord menaçait Séoul et Washington du « feu nucléaire », que l’Afghanistan se préparait (dans l’incertitude du lendemain) au retrait de la coalition internationale et que le Pakistan planifiait un scrutin législatif sous haute tension, il était apparu opportun de faire ressortir individuellement et régionalement le niveau de stabilité – au sens large – des Etats composant l’hétérogène **région Asie-Pacifique** et apporter ainsi aux lecteurs quelques éléments simples de compréhension. Dans cet esprit, le Département Asie de l’IRIS publie le 1^{er} janvier 2015 la 3^{ème} édition de l’**Asia-Pacific Countries Stability index (APCS-i)**, une grille de lecture transversale aux indicateurs simples pour un regard impartial sur cette région du monde chaque jour plus intégrée, plus essentielle à une mondialisation débridée.

PRESENTATION : **25 pays observés ; 5 chapitres retenus ; 4 indicateurs distincts ; 9 niveaux de graduation ; 1 notation annuelle par pays**

➤ **25 pays.** L’équipe de recherches de l’IRIS retient dans la mouture 2015 de l’APCS-i 25 Etats appartenant à la région Asie-Pacifique (Afghanistan, Australie, Bangladesh, Birmanie, Cambodge, Chine, Corée du nord, Corée du sud, Inde, Indonésie, Japon, Laos, Malaisie, Maldives, Mongolie, Népal, N^{elle}-Zélande, Pakistan, Papouasie-N^{elle}-Guinée, Philippines, Singapour, Sri Lanka, Thaïlande, Timor oriental, Vietnam, soit quelques 4 milliards d’habitants, représentant 55% de la population mondiale). Délibérément, cette sélection régionale non-exhaustive n’inclue pas certains pays - tels ceux relevant géographiquement de l’Asie centrale ou certains micro-Etats insulaires du Pacifique-sud - ce, dans le dessein de mieux centrer notre analyse sur un spectre – raisonnable et représentatif – de nations.

➤ **5 chapitres.** Pour donner plus de sens au concept de *stabilité* que sa seule acception politique (trop restrictive), a été ici retenue une lecture plus large, composée de cinq segments distincts (contexte politique, sécuritaire, ethno-religieux, socio-économique, environnement régional).

➤ **4 indicateurs.** Chaque chapitre décrit ci-dessus fait l’objet d’une composition quadripartite, élargissant la *solidité* de la question traitée, afin que la notation attribuée au chapitre en question recouvre un domaine plus représentatif du sujet.

➤ **9 niveaux de graduation.** Afin de profiter d’une souplesse maximale et de faire ressortir plus aisément, quand de besoin, les évolutions (à la hausse comme à la baisse) observées, le principe d’une palette étendue de graduation - sur **9 crans ou notes** -, étirée de l’**Excellent** au moins flatteur **Mauvais**, a été choisi ici, en s’appuyant notamment sur **cinq niveaux** référents classiques (excellent ; bon ; moyen ; médiocre ; mauvais). Ces derniers se déclinent pour plus de précision sur un mode négatif (cf. A ; A - ; B ; B - ; etc.) et selon un code couleur traditionnel (voir page suivante).

➤ **1 notation annuelle globale par pays.** La prise en compte des notes attribuées aux cinq différents contextes (politique, sécuritaire, ethno-religieux, socio-économique, environnement régional) retenus dans notre grille façonne *in fine* une notation pays, synthétisant le niveau global de la stabilité de l’Etat tel qu’évalué lors de la conclusion de cette étude régionale annuelle, en l’occurrence ici au 1^{er} janvier 2015.

Note	Valeur	Code couleur
A	Excellent	
A-		
B	Bon	
B-		
C	Moyen	
C-		
D	Médiocre	
D-		
E	Mauvais	

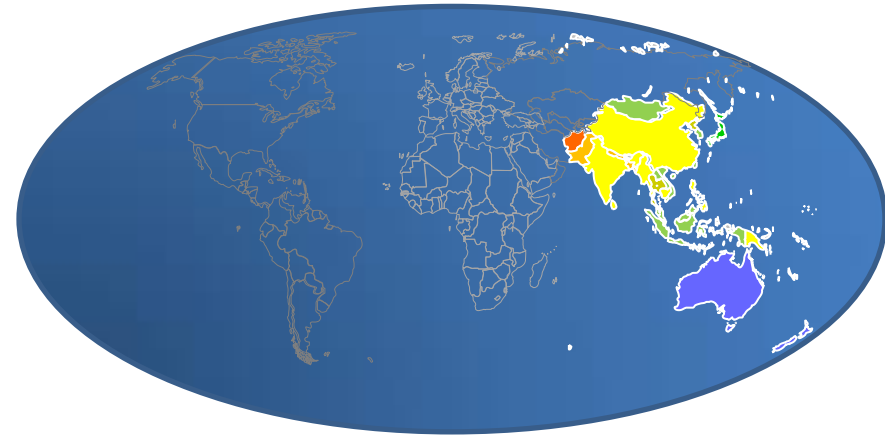


TABLEAU SYNTHETIQUE PAYS / APCS-i 2015

	CONTEXTE POLITIQUE			CONTEXTE SÉCURITAIRE			MATRICE ETHNICO-RELIGIEUSE			CONTEXTE ÉCONOMIQUE			STABILITÉ RÉGIONALE			APCS-i 2014	APCS-i 2015
	2015	2011	2004	2015	2011	2004	2015	2011	2004	2015	2011	2004	2015	2011	2004		
AFGHANISTAN	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	D	D-	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	E	E	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	D	D	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage Inflation	C-	C	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	D-	D-	D-	
AUSTRALIE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	A-	A-	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	A	A	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	A-	A-	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B-	B	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	A-	A-	A-	
BANGLADESH	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	D	D-	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C-	D-	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C	C	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B-	C	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	D		C-	
BIRMANIE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C	C	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C-	C	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	D	D	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B-	B-	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C	B-	C	

CAMBODGE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C -	C -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C -	C -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B -	B -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage Inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B -	B -	C	=	C
CHINE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	B -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	D -	D -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage Inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C -	C -	B-	⇒	C
COREE NORD	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C -	C -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B -	B -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	D -	D -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	D -	D -	C	⇒	C-
COREE SUD	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	B -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	A -	A -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C -	C -	B-	=	B-
INDE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C -	C -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C -	C -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C -	C -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C -	C -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C -	C -	C	=	C
INDONESIE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C -	C -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C -	C -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B -	B -	B-	⇒	C
JAPON	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	B -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	A -	A -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C -	C -	B	⇒	B-
LAOS	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	B -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B -	B -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B -	B -	B-	=	B-
MALAISIE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	B -	B -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C -	C -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C -	C -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B -	B -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C -	C -	B-	=	B-
MALDIVES	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C -	C -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B -	B -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B -	B -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C -	C -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B -	B -	C-	⇒	C

MONGOLIE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B - - -	B - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B - - -	B - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B - - -	B - - -	B-	=	B-
NEPAL	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	D - - -	D - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C - - -	C - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C - - -	D - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C - - -	C - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C - - -	B - - -	D	↗	C-
NOUVELLE-ZELANDE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	A - - -	A - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B - - -	B - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	A - - -	A - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	A - - -	A - - -	A-	=	A-
PAKISTAN	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	D - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	E - - -	E - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	D - - -	D - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C - - -	C - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	D - - -	D - - -	D	=	D
PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINEE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C - - -	C - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C - - -	C - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B - - -	B - - -	C	↘	C-
PHILIPPINES	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C - - -	C - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C - - -	C - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C - - -	C - - -	C	=	C
SINGAPOUR	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	A - - -	A - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B - - -	B - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	A - - -	A - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B - - -	B - - -	A-	=	A-
SRI LANKA	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B - - -	B - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	D - - -	D - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C - - -	B - - -	C	↘	C-
THAÏLANDE	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	D - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C - - -	C - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	C - - -	C - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B - - -	B - - -	C-	↗	C
TIMOR	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	C - - -	C - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B - - -	B - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	C - - -	C - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	B - - -	B - - -	C	=	C
VIETNAM	Légitimité du Gvt Activité opposition Gouvernance Corruption	C - - -	C - - -	Niveau état de droit Expo au terrorisme Conflit/crise interne Conflit/crise région	B - - -	B - - -	Tension ethnico-religieuse Incidents / violences Répression de l'Etat Instrumentalisation Etat	B - - -	B - - -	Croissance 2014 Perspective 2015 Chômage inflation	B - - -	B - - -	Tension avec Etat voisin - Tension avec Etat voisin + Incidence crise extérieure Incidence crise intérieure	C - - -	C - - -	B-	=	B-

ANALYSE GENERALE

L'examen des résultats du tableau ci-dessus met en évidence un certain nombre d'éléments que nous synthétiserons dans les quelques traits et commentaires ci-après :

▣ **L'excellence et la rareté.** Du panel des 25 pays passés au crible de l'APCS-i 2015, seuls trois d'entre eux obtiennent une notation s'étirant de l'excellent (A) au bon (B). Ces rares « meilleurs élèves 2015 » présentent certaines caractéristiques communes : Etats développés, prospères, à la stabilité bien établie et non-challengée par des fragilités intérieures ou un voisinage immédiat menaçant, entretenant de bonnes relations (diplomatiques, commerciales, militaires, culturelles) avec l'Occident.

A noter que ce trio 2015 (Australie ; Nouvelle-Zélande ; Singapour) appartenait deux ans plus tôt (IPCS-i 2013) à un club sensiblement plus étoffé (comptant alors le Japon et la Corée du sud).

▣ **Une stabilité médiane, lot de la majorité.** Dans cette édition 2015, 15 pays sur 25 (les 3/5^{èmes}) se voient attribués une note peu ou prou médiane, caractérisant une stabilité générale moyenne. Une demi-douzaine d'Etat bénéficient cette année d'une stabilité somme toute globalement convenable (note B- ; six pays) ; une dizaine d'autres sont quant à eux moins bien lotis, leur stabilité étant plus sujette à caution sans pour autant verser dans le critique (note C ; neuf pays). Nous relèverons ici que ces différents cas de figure se répartissent dans les quatre sous-régions composant ici l'Asie-Pacifique (Asie du sud ; Asie du sud-est ; Asie du nord-est ; Océanie) et concernent la typologie complète des régimes politiques, de la démocratie (Inde, Corée du sud) à la dictature (Corée du nord), de l'Etat autoritaire (Vietnam, Chine) à une ex-junte militaire (Birmanie).

▣ **Des cas (fort) préoccupants ; mais peu nombreux.** L'exercice 2015 met également en lumière l'existence d'un duo de nations à la stabilité à minima médiocre (note D ; 1 cas) ou franchement très dégradée (D- ; 1 cas). Sans surprendre, ce faisceau de « mauvais élèves » se concentre en Asie du sud (Afghanistan, Pakistan) et affiche un certain nombre de traits communs, tels que la pauvreté et le sous-développement, une violence endémique (politique, interconfessionnelle, interethnique) de tous les instants, une mauvaise gouvernance, un niveau élevé de corruption et des relations complexes avec les grandes capitales occidentales. A noter que si le Bangladesh et le Népal (passant tous deux de la note D à C-) se sont (tout juste et de peu) extraits de cette catégorie plus flatteuse depuis la précédente édition de l'APCS-i, au 1^{er} janvier 2015, leur tenue situation interne respective (cf. incapacité des dirigeants népalais à adopter une nouvelle Constitution ; récurrence des manifestations anti-gouvernementales et des grèves au Bangladesh) menace à tout instant de fragiliser plus avant l'édifice et mécaniquement de les faire rebasculer vers une catégorie plus exposée.

▣ **Nombre de changements ... dans la continuité.** Si la moyenne des 25 situations étatiques étudiées n'a guère varié entre les versions 2014 et 2015 de l'APCS-i – pour se stabiliser très légèrement au-dessus de la notation C (une note attribuée à 11 pays) -, relevons cependant que l'APCS-i 2015 met en exergue un nombre significatif de modifications de note pays : dix sur 25 (40% du total) ont fluctué tantôt à la hausse (pour quatre d'entre elles, dont les Maldives ou la Thaïlande), tantôt à la baisse (six cas, dont le Sri Lanka et la Chine). Dans leur totalité, ces évolutions – favorables ou non – ne concernent qu'une inflexion sensible (un seul cran sur neuf de *gagné* ou de *perdu*).

On notera également ici que les meilleures notations (A-) – et les "meilleurs élèves" (Australie ; N^{elle}-Zélande ; Singapour) – n'ont pas bougé depuis l'exercice précédent ; idem pour les (plus) mauvais exemples de la région (Afghanistan D- ; Pakistan D). Aucune surprise donc à ce que ce soit une nouvelle fois l'Asie du sud qui revendique la moins bonne moyenne régionale des quatre composants (Asie du sud ; Asie du sud-est ; Asie du nord-est ; Océanie-Pacifique) de notre matrice.

▣ **Parmi les (légères) améliorations...** On ne saurait à proprement parler de "surprise majeure" mais davantage de tendance favorable bienvenue pour évoquer les cas du Bangladesh (de D à C-) – qui, à défaut d'avoir été un modèle de stabilité lors des douze mois écoulés, a fait montre d'une certaine résilience qui n'allait pas de soi -, des Maldives (de C- à C ; l'extrême fébrilité de la scène politique intérieure de 2013 s'est sensiblement atténuée en 2014) – ou encore du royaume de Thaïlande (de C- à C) – où le retour printanier des militaires à Bangkok en mai 2014, accompagné de la loi martiale, a été pour beaucoup dans le retour d'une certaine stabilité...mais au prix d'un nouvel assaut contre les principes démocratiques -.

▣ **Contre-performances et déceptions.** L'APCS-i 2015 révèle un trio de contre-performances et de relatives déceptions, d'orientations à la baisse, qui plus est pour deux acteurs cardinaux de l'espace géopolitique étudié ici. La Chine tout d'abord (de B- à C), reculant d'un cran sous les coups de boutoir conjugués de tensions extérieures persistantes (cf. mer de Chine du sud ; mer de Chine de l'est), d'une inflation d'incidents domestiques violents (cf. actes terroristes sur le territoire national en relation avec la cause séparatiste ouïgour au Xinjiang), enfin, d'une inédite dynamique de contestation populaire, à l'instar de la "révolution des parapluies" ayant secoué Hong Kong au dernier trimestre 2014.

Le Japon ensuite, cédant lui aussi un cran (B à B-) – tout en demeurant bien entendu à un niveau de stabilité tout à fait acceptable... - du fait de tensions persistantes avec l'Empire du Milieu (cf. contentieux territorial en mer de Chine de l'est), de relations toujours empruntes de crispation avec la Corée du sud (cf. différend territorial sur les îles Dokdo – Takeshima), enfin, d'une fragilité économique peinant à se dissiper (récession en 2014), malgré les "stimulus" et les centaines de milliards de dollars engagés par l'ambitieuse politique comptable ("Abenomics") du Premier ministre S. Abe.

Comment ne pas dire quelques mots du Sri Lanka dont l'administration (quelque peu décriée dans le pays et au-delà...) au pouvoir fut à la fois l'objet de critiques appuyées de la part de la communauté internationale (cf. Etats-Unis ; Nations-Unies) sur le sensible dossier des atteintes aux droits de l'homme (cf. derniers mois du conflit civil au printemps 2009) ainsi que d'une opposition soudain ragaillardie voyant se profiler un nouveau scrutin, majeur (présidentiel) et anticipé (de près de deux ans...) susceptible de contrarier les ambitions du chef de l'Etat (M. Rajapaksa) pour un inédit 3^e mandat consécutif (élections le 8 janvier 2015).

▣ **Ils ont (beaucoup) fait parler d’eux en 2014.** En “bien” (globalement) tout d’abord ; les cas ne furent guère nombreux... Accordons dans cette rubrique une mention spéciale à l’Union indienne du nouveau Premier ministre Narendra Modi, arrivé au pouvoir au printemps 2014 par la voix des urnes et d’une inédite campagne quasi-présidentielle où l’on ne vit que lui ou presque, le parti du Congrès de l’administration (éreinée) sortante subissant un camouflet électoral historique.

Une alternance gouvernementale plébiscitée par des Indiens épris de changement et de relance qui confia la seconde démographie de la planète à un *manager* dynamique ; une configuration politique nouvelle qui toutefois ne put en l’espace d’un semestre pallier aux maux divers (cf. insurrection maoïste ; tension au Jammu et Cachemire ; crispation avec le Pakistan) ceinturant ce géant du sous-continent.

Plus étoffée fut la cohorte des Etats ayant lors de l’année écoulée fait (beaucoup trop et généralement à tort) parler d’eux et malmené, entre autres choses, une stabilité domestique ou régionale déjà tenue : mention particulière ici pour l’Afghanistan, le Pakistan, la Corée du nord et, dans une moindre mesure, pour l’ancien Ceylan, dont les péripéties ont été brièvement esquissées dans le paragraphe précédent.

▣ **Ils se sont montrés (plutôt) discrets en 2014.** Si discrétion ne rime pas nécessairement avec raison et vision, relevons ici d’un mot le fait que dans le panel des vingt-cinq nations composant l’**APCS-i** 2015, il est un quatuor qui, loin d’avoir défrayé en permanence la chronique politique et sécuritaire locale (ou régionale), a une fois encore fait montre d’une certaine *discrétion* : la quiétude néo-zélandaise explique d’elle-même cette situation sans surprise.

D’une manière plus surprenante peut-être pour l’observateur, tous trois crédités d’une note de stabilité 2015 satisfaisante (B-)...et pareillement classés parmi les Etats dont le régime demeure autoritaire, le Laos, la Mongolie et le Vietnam figurent à nouveau dans ce registre *in fine* assez flatteur, nonobstant la survenance de quelques événements de nature à ponctuellement altérer cette relative sérénité (cf. tensions entre Hanoi et Pékin au sujet de la souveraineté en mer de Chine du sud).

APCS-i 2015 : LES ETATS À SURVEILLER (plus particulièrement) dans l’année à venir

⊙ **L’ASIE DU SUD** devrait offrir ces douze prochains mois un panorama régional fébrile, lequel fera ressortir plus particulièrement cinq Etats – **tous sous surveillance négative** – malmenés par des fragilités diverses de nature à altérer une stabilité déjà toute relative ces dernières années :

⊕ **Afghanistan** : le contexte sécuritaire post-ISAF, politique néo-Ghani, alors que l’insurrection radicale talibane ne semble pas davantage faiblir qu’être intéressée par un dialogue politique avec les autorités élues de Kaboul, semblent augurer une année 2015 bien délicate pour les 30 millions d’Afghans.

⊕ **Pakistan** : également aux prises avec le mouvement obscurantiste violent taliban, dans une logique de relations fragiles à la fois entre le gouvernement civil et l'armée, mais également entre Islamabad et Delhi (sans oublier entre Islamabad et Washington) et un contexte économique sous tension, la République islamique du Pakistan semble une nouvelle fois partie pour affronter douze long mois de crises et de tensions, sur les scènes domestique et extérieure.

⊕ **Sri Lanka** : entre 2013 et fin 2014, la pression extérieure (notamment sur les droits de l'homme et la gouvernance) sur Colombo n'a cessé de s'accroître ; 2015 ne devrait pas rompre avec cette tendance, alors que les rivalités régionales (Inde ; Chine) autour de cette beauté insulaire de l'océan Indien attisent parallèlement les appétits et les tensions.

⊕ **Népal** : démontrées année après année, neuf ans déjà après le terme d'une douloureuse décennie de guerre civile (1996-2006), l'incurie des dirigeants politiques (au pouvoir comme dans l'opposition) et leur faible appétence pour de meilleurs standards de gouvernance ne prédisposent pas au 1^{er} janvier 2015 cette nation himalayenne pauvre et enclavée à une amélioration de sa stabilité à court terme.

⊕ **Bangladesh** : lui aussi familier des contextes intérieurs ténus, d'une gouvernance à minima passable, des mobilisations (souvent violentes) à répétition (manifestations, grèves générales) d'une opposition enfiévrée, le pays des rivières et des deltas navigue ces dernières années peu ou prou à vue entre les écueils, peu lui important le regard extérieur et la récrimination internationale. A priori et sauf (immense) surprise, 2015 ne devrait pas échapper à cette trame médiocre (cf. violences partisans à Dacca le 4 janvier 2015).

⊙ **L'ASIE DU SUD-EST**. Concernant ce vaste et disparate sud-est asiatique, le regard de la communauté internationale devrait plus particulièrement se concentrer en 2015 sur deux acteurs (Thaïlande ; Birmanie) et une thématique collective à haute incidence politique et sécuritaire (souveraineté disputée en mer de Chine du sud). Seront donc placés sous (simple) surveillance cette année :

⊕ la **Thaïlande** : si la junte du général – depuis lors investi 1^{er} ministre – Prayuth Chan-ocha a par la force des choses rétabli l'ordre public depuis mai 2014 et mis un terme à un énième semestre d'effervescence politique dans le royaume, ce dernier demeure fracturé selon des clivages partisans profonds qu'une gestion martiale temporaire (pour combien de temps au juste ?) ne peut que geler momentanément, non soigner. Au "pays du sourire" où la démocratie subit des assauts insolites depuis une dizaine d'années, où la santé déclinante et l'âge avancé du souverain Bhumibol inquiètent ses sujets (dans un contexte qui plus est encore flou de succession royale), la gestion des autorités (civilo-militaires) fera l'objet d'une attention particulière en 2015.

⊕ la **Birmanie** : à moins qu'un événement majeur ne vienne en retarder l'organisation, l'électorat birman devraient être appelé aux urnes fin 2015 pour renouveler ses Assemblées et, indirectement, participer à la désignation du chef de l'Etat ; un exercice à haute sensibilité dans ce pays du sud-est asiatique officiellement post-junte depuis quatre ans et qui tiendra là son véritable premier test grandeur nature d'élections au suffrage universel (l'opposition – dont la LND pro-démocratie d'Aung San Suu Kyi – n'avait pas participé à l'exercice précédent en 2010). D'ici-là, entre tractations et compromis, négociations en faveur d'une paix nationale entre groupes ethniques armés et le gouvernement et possibles violences intercommunautaires susceptibles de pénaliser/retarder l'agenda réformateur de l'administration Thein Sein, bien des événements, bonnes nouvelles et déceptions, pourraient survenir.

⊙ **L'ASIE DU NORD-EST**. Dans cette lointaine Asie orientale, si la communauté internationale portera naturellement en 2015 son attention sur l'évolution des (chaotiques) rapports entre les deux titans régionaux que sont la République Populaire de Chine (2^{ème} économie mondiale) et le Japon (3^{ème} économie mondiale) – notamment pour ce qui est de leur gestion délicate d'un différend territorial en mer de Chine de l'Est -, elle exercera également sa vigilance sur un autre acteur régional au cours (toujours) tumultueux et (généralement) imprévisible, la République Populaire Démocratique de Corée.

⊕ **Corée du nord** (sous surveillance négative) : en cette année 2015 qui célébrera - en Asie orientale - le 70^e anniversaire de la fin de la colonisation nippone, qu'attendre de la défiante Corée du nord du visiblement (très) susceptible dirigeant Kim Jong-un, depuis trois ans désormais aux commandes officielles et dynastiques de cet atypique et anachronique régime de 25 millions de citoyens, le plus isolé (de son fait) du concert des nations ? Nées du discours du 31 décembre 2014 du leader nord-coréen, les perspectives d'un *possible* "dialogue" (sous conditions bien entendu...) entre les deux Corées (ne parlons même pas d'un trop hypothétique rapprochement intercoréen) demeurent en l'état au seul stade du discours, dans un contexte de pression internationale (cf. atteinte aux droits de l'homme ; pression de l'ONU) allant se renforçant sur l'ombrageuse Pyongyang.